



La liberté de la presse a du plomb dans l'aile...

Sans la presse, que saurions-nous du monde ? Rien. Ou alors très peu. C'est dire la fonction cardinale des médias. Mais c'est suggérer aussi que ce que nous savons du cours des choses est tributaire de ce que la machine médiatique veut bien nous en relater : comme dans la caverne de Platon, des événements, nous ne percevons, par journalistes interposés, que l'ombre portée.

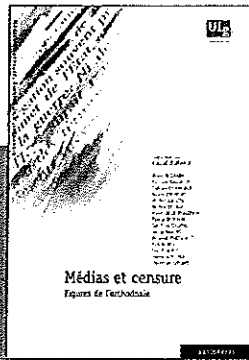
S'interroger sur ce qu'est la presse aujourd'hui est dès lors utile quand on veut travailler avec le journal en alpha. Utiliser ce type d'écrit nécessite de savoir au préalable pourquoi et en quoi il n'est pas neutre pour avoir soi-même une lecture critique de son contenu...

Pascal Durand¹ directeur d'un ouvrage collectif sur les médias (*voir encadré*), a répondu aux questions de Jean Sloover dans une interview qui a été publiée dans le magazine *Espace de libertés*². Dans cette interview, il s'attache à mettre au clair les processus qui formatent l'information, et les effets sociaux de cette orthodoxie qui, dans la plus grande discrétion, fabrique du consentement à l'esprit du capitalisme.

Jean SLOOVER : On appelle les médias le 'quatrième pouvoir'. Mais vous soutenez qu'un autre pouvoir s'exerce sur les médias. Lequel ?

Pascal DURAND : L'expression de 'quatrième pouvoir' est depuis trop longtemps la tarte à la crème du discours sur le système médiatique, qu'il s'agisse de dénoncer sa force d'intrusion dans le jeu des institutions ou, à

écouter les journalistes, de célébrer sa vertu démocratique de nécessaire vigilance à l'égard du pouvoir. C'est trop d'indignité et trop d'honneur, et comme souvent cela conduit à simplifier la problématique au bénéfice des deux parties, pourfendeurs démagogiques de la presse ou professionnels prompts à se décerner à peu de frais un brevet de démocratie. Pour répondre à votre question, je dirais que le pouvoir dont les médias subissent l'emprise est double autant que diffus. D'un côté, il émane non du monde politique, comme on aime à le croire, mais pour l'essentiel du monde économique, dont les médias font partie : ce sont, plus que jamais, des entreprises soumises aux intérêts privés de grands groupes et à un principe de rentabilité et, par voie de conséquence, d'allégeance à la pensée économique dominante.



Pascal DURAND (sous la dir. de),
**Médias et Censure. Figures de
l'orthodoxie**, Editions de l'Université
de Liège, Collection Sociopolis, 2004

Contributions de Alain ACCARDO,
Fabrice BAGUETTE, Patrick CHAMPAGNE,
Noam CHOMSKY, Michel COLLON,
Michel DELAGE, Henri DELEERSNIJDER,
Pascal DURAND, Geoffrey GEUENS,
Serge HALIMI, Armand MATTELART,
Erik NEVEU, Eric PISCART,
Pierre RIMBERT, Christine SERVAIS

Les auteurs réunis par cet ouvrage
ont en commun de faire le pari
de la complexité du phénomène
'presse' tout en s'attachant
à étudier des cas concrets et à fournir
des instruments d'analyse au lecteur.

Il peut être commandé sur le
site www.editulg.ulg.ac.be
(cliquer sur 'nouveau').

On voit de plus en plus, aujourd'hui, de
grands groupes industriels, dont la commu-
nication n'est pas la principale sphère d'in-
térêt, s'emparer de larges pans des appareils
d'information. Voyez Dassault, Lagardère ou
Ernest-Antoine Seillère. C'est que non seule-
ment les médias (et plus largement l'édi-
tion) représentent un marché considérable,
mais qu'ils constituent également d'effi-
caces relais des stratégies de ces groupes et
des politiques dont ils ont besoin pour se
déployer au moindre coût.

D'un autre côté, le pouvoir qui s'exerce sur
les médias émane des structures internes du
système, en tant qu'elles sont incorporées
par les agents qui y participent, au premier
rang desquels les membres de l'élite journa-
listique, rédacteurs en chef, chefs de
rubrique, éditorialistes, qui doivent leurs
postes à leurs compétences professionnelles,
sans doute, mais tout autant à la capacité
qu'ils ont démontrée à rendre au système qui
les emploie l'hommage que celui-ci attend
d'eux : celui de la conformité à ses attentes,
à ses valeurs, à ses enjeux. Tout champ
social impose de telles formes de socialisa-
tion et les journalistes n'y échappent pas
plus que les juristes, les professeurs d'uni-
versité ou les hommes politiques. C'est ce
que, avec Bourdieu, on appelle un 'habitus',
mixte d'habitudes et de réflexes acquis, de
catégories de perception du monde et de
formes d'action dans ce monde, procédant de
l'incorporation par le sujet, sous forme de
catégories cognitives, des structures de
l'univers social dans lequel il opère.





Est-ce pour cette raison que l'on peut parler de censure dans les démocraties libérales où la liberté de la presse est constitutionnellement garantie ?

Il en va de la liberté de la presse, soit dit en passant, comme de l'égalité des citoyens : on a beau l'inscrire dans les textes, elle n'est rien qu'un vœux pieux ou, du moins, qu'une approximation abstraite quand on la confronte à la réalité pratique, où prédominent divers types de censure et des rapports de force inégaux. La censure qui s'exerce sur les médias n'est cependant pas une interdiction de dire ou de diffuser, ni une volonté consciente de tronquer le réel, mais une obligation de parler en un certain sens, par adhésion spontanée à la vision du monde que notre appartenance à ce monde détermine.

Nul besoin ici de théorie du complot, ni d'ordres venus d'en haut : en chaque agent, c'est dans une large mesure le système qui s'exprime et toute modification du système est susceptible d'infléchir la parole qu'il dicte. Cette vision des choses se heurte, il est vrai, à bien des résistances. Nous avons

fort bien intégré l'idée que notre conscience n'est pas totalement transparente à elle-même. Après tout, l'autre qui parle en nous et guide nos pulsions c'est encore un autre nous-même, obscur certes, mais chevillé à notre individualité.

Nous opposons par contre une formidable résistance à l'idée que nos contenus de conscience, nos actes soient en large partie déterminés par les structures sociales. Freud oui, Marx non. Lacan oui, Bourdieu non. Spinoza écrit quelque part que le caillou qu'on vient de lancer, s'il se mettait à penser en plein vol, serait persuadé qu'il vole de sa propre volonté. Les journalistes sont des cailloux pensants de cette sorte : persuadés de penser, d'agir librement, là où ils suivent l'impulsion qui leur est donnée par la logique sociale dont ils relèvent.

N'est-ce pas là donner dans un déterminisme radical ?

Déterminisme, oui, mais dans la mesure où reconnaître les forces qui s'exercent sur nous, de l'extérieur comme de l'intérieur,

permet aussi d'en réduire l'emprise ou de ruser avec elles. L'effort de connaissance, sans se raconter d'histoires, est la seule énergie que nous puissions opposer aux routines qui nous oppriment.

Le sous-titre de l'ouvrage est 'Figures de l'orthodoxie'. De quelle orthodoxie s'agit-il ?

Du fait que le pouvoir que les médias subissent est double – externe et interne –, l'orthodoxie est double elle aussi. Plus exactement, une orthodoxie tend à redoubler l'autre. D'un côté, conformité aux catégories journalistiques de perception et de construction du monde : prime donnée à l'événementiel et à l'individualisation des actions et des faits, contre les structures d'occurrence des événements et les phénomènes sociaux. Le journaliste est cette conscience pour laquelle le monde n'est fait que de choses qui arrivent et de personnes qui concertent ces choses. Rien là de pendable, certes, mais il faut bien voir que le pouvoir de représentation que détiennent les médias leur permet d'imposer leurs normes particulières de vision à l'ensemble des citoyens et, en particulier, aux décideurs, grands consommateurs de journaux. De là la réduction croissante du discours politique à un ensemble de 'petites phrases', formatées pour et par la presse. De là aussi que le commentaire politique, dans la presse d'aujourd'hui, tend de plus en plus à se ramener à un ensemble de petits potins, de stratégies de coulisse, de rapports de rivalité interpersonnelle.

Noam Chomsky soutient que la fonction des médias est la 'fabrication du consentement'. Cela signifie quoi ?

Que les médias dominants, étant placés directement sous la coupe du pouvoir, impo-

sent une pensée favorable à l'idéologie dominante. Structurellement, cela renvoie à la seconde forme d'orthodoxie à l'œuvre dans les médias. Dès lors en effet que ceux-ci sont 'managés' comme des entreprises, les principes de rentabilité, d'efficacité, de lisibilité rapide viennent renforcer et accélérer les effets des normes journalistiques de vision et de construction du monde représenté. Un journalisme de marché ne peut qu'être favorable à une pensée de marché. Une presse soumise à un impératif de rendement rapide et employant pour l'essentiel des journalistes précaires ne peut qu'activer des réflexes d'écriture dans lesquels le stéréotype, le cliché, le lieu commun ont la part belle. Il suffit de quelques secondes, de quelques mots pour faire savoir et croire que la résistance en Irak est le fait de terroristes. Il faut beaucoup de temps, d'arguments pour expliquer ce qu'il en est sur le terrain et en quoi celui-ci est un lieu d'affrontements entre puissances internationales.

Le stéréotype, outil de la pensée pressée plus encore que de la pensée servile, est par nature favorable aux idées qui dominent dans un état donné de société. D'où la nécessité d'une lecture attentive, critique du discours médiatique, où c'est parfois dans le non-dit ou dans la façon de dire, plus que dans le contenu de pensée, que se loge ce qu'il est convenu d'appeler l'idéologie. Je me souviens d'une interview d'Elio di Rupo dans *Le Soir*. Di Rupo venant d'argumenter en faveur d'une défense des services publics, le journaliste, très spontanément, lui a demandé s'il voulait faire de la Wallonie une nouvelle Albanie. Tout est là résumé : la pensée binaire et caricaturale (Albanie *versus* Démocratie libérale), le réflexe d'allégeance à l'égard du Marché

comme principe conducteur de la vie publique et, on peut le regretter, le fait que le Président du PS ait accepté de répondre à une telle question.

Plaidez-vous pour le retour d'une presse d'opinion classique ?

L'opposition entre presse d'information et presse d'opinion est une autre distinction largement mythique. L'ordre des faits rapportés n'est pas un donné : il est ordonné par une représentation du monde, des processus de sélection et de mise en forme qui ne sont jamais neutres. Le site *Acrimed* (voir encadré) en donne un magnifique exemple. Le Monde, ainsi, titrait récemment : "Les syndicats cherchent le bras de fer avec le gouvernement". Inversez la syntaxe et le contenu change du tout au tout : "Le gouvernement cherche le bras de fer avec les syndicats". Bref, pas de proposition sans

Action-CRITique-MEDias

est une association qui se propose de se constituer en observatoire des médias et d'intervenir publiquement, par tous les moyens à sa disposition, pour mettre en question la marchandisation de l'information, de la culture et du divertissement, ainsi que les dérives du journalisme quand il est assujéti aux pouvoirs politiques et financiers et quand il véhicule le prêt-à-penser de la société de marché.

Acrimed se propose de constituer un carrefour de confrontation entre les journalistes, les chercheurs et les acteurs du mouvement social.

Adresse du site : www.acrimed.org

prise de position. Mais si vous tenez à cette distinction, je ferai observer qu'en Wallonie la plupart des journaux qui ont disparu dans les vingt dernières années appartenaient à la presse dite progressiste et qu'il ne reste plus donc, à s'en tenir à la presse dominante, qu'un journal de droite démagogique (*La Dernière Heure*), un journal chrétien conservateur (*La Libre Belgique*) et un journal d'establishment (*Le Soir*). Faut-il appeler de ses vœux la renaissance d'une presse de gauche ? On a vu ce qu'a duré *Le Matin*. La question à se poser est plutôt celle-ci : si la presse d'information est essentielle à la vie démocratique – et j'en suis convaincu, ne serait-ce que parce que le journal est cette institution par laquelle toutes les institutions se parlent et ont accès à l'espace public –, est-il normal qu'une telle institution soit soumise au jeu des intérêts privés ? Autrement dit, ce que j'appelle de mes vœux, c'est une déprivatisation de la presse et une solide formation critique des aspirants au journalisme. Mais ici, bien sûr, les journalistes vont me brandir l'exemple de la *Pravda*. Preuve, s'il en fallait encore une, qu'il leur est bien difficile de penser en dehors des oppositions sommaires.

1. Professeur à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège.

2. *Le caillou de Spinoza. Lieux communs, information sélective, pensée unique, mythologie : la liberté de la presse a du plomb dans l'aile...*, in *Espace de libertés*, n°323, septembre 2004. *Espace de libertés est le magazine du Centre d'Action laïque. Voir le site : www.ulb.ac.be/cal (entrer dans la page d'accueil et cliquer sur 'Espace de libertés – magazines')*.

Le texte publié ici a été, avec l'accord de l'auteur, légèrement adapté.